



Madame, Monsieur le Député
Madame, Monsieur le Sénateur

Les retraités de l'UCR-CGT, de l'UCR-FO, de la FSU, de Solidaires tiennent à exprimer leur indignation face à la panoplie de mesures avancées par le rapport de la Commission sur l'avenir des retraites (rapport Moreau) qui menacent de mettre à mal le niveau de vie de tous les retraités actuels et futurs. Ils demandent aux élus et au gouvernement de ne pas donner suite à ces préconisations.

La baisse des revenus des retraités ainsi présentée comme un moyen de préserver les systèmes de retraites par répartition suscite la colère de tous les retraités, assortie d'une vive appréhension quant à leur avenir et à l'incertitude de pouvoir vivre dignement et subvenir à leurs besoins.

Car les recommandations de la Commission pour l'avenir des retraites, qui s'attaquent aux actifs et notamment aux fonctionnaires, constituent une attaque en règle sur le pouvoir d'achat des retraités et futurs retraités.

La sous-indexation des pensions par rapport à l'inflation même pour une durée présentée comme limitée, la hausse de la CSG de 6,6% à 7,5%, la suppression de l'abattement fiscal de 10% se traduiraient par une baisse drastique du montant des retraites de l'ensemble des retraités et pensionnés. Les retraités n'oublient pas que cela s'ajoute à la mise en place de la taxe de 0,30% au 1^{er} avril 2013, au blocage des seuils d'imposition, à la suppression de la demi-part supplémentaire pour les veufs, les veuves et les personnes isolées.

Les futurs retraités ne seraient pas épargnés. La sous-indexation des salaires pour le calcul de la retraite, l'allongement de la durée de cotisation, les modifications du mode de calcul des retraites des fonctionnaires ou un nouveau report de l'âge légal de départ à la retraite pour tous sont autant de propositions qui s'inscrivent dans une même volonté de continuer à baisser le niveau de l'ensemble des retraites, déjà fortement entamé par la désindexation des retraites et pensions par rapport aux salaires.

Ce serait aller à contre-courant de l'histoire sociale que de faire fi des droits et d'ignorer les besoins propres aux retraités. Notre histoire récente a montré que l'accroissement de l'espérance de vie en bonne santé est lié au développement de la protection sociale collective et solidaire. Or, du fait des réformes successives, la durée de vie en bonne santé diminue. Toute politique de partition, toute législation d'exclusion ciblant les retraités comme s'ils étaient responsables de la crise qui sévit ne pourrait que conduire, à très court terme, à accélérer le cours de cette évolution.

Décider de poursuivre le délitement de la politique envers les retraités et les personnes âgées est inacceptable et constituerait un risque de fracture sociale majeur.

Les retraités de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires lancent un cri d'alarme et déplorent que les élus de la Nation n'entendent pas leurs arguments quand ils auront à légiférer sur ces sujets.

Au moment où la crise économique, sociale et financière frappe durement une partie importante de la population, il est primordial de respecter le pacte social qui caractérise notre pays et garantit sa cohérence. Les engagements entre les générations qui sous-tendent notre système de protection sociale collective et nos régimes de retraites par répartition en particulier ne doivent pas être remis en cause.

Les retraités, pas plus que les salariés, n'ont à payer pour une crise dont ils ne sont pas responsables. Nos organisations proposent des mesures permettant de financer le système des retraites de manière pérenne.

Les retraités CGT, FO, FSU et Solidaires en appellent à la responsabilité des élus de la Nation.

Leurs représentants se tiennent à votre disposition pour une rencontre qui nous permettrait notamment d'étayer de vive voix nos positions sur le problème de la détérioration du pouvoir d'achat des retraités.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur le Député ou Madame, Monsieur le Sénateur, l'assurance de nos sentiments distingués.